

Réconcilier agriculture et paysage

Changer d'agriculture ou changer de regard ?

A paraître dans :

Cahier thématiques n° 11. Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.

Roland Vidal

Résumé

L'évolution des relations de proximité entre la ville et l'agriculture a été fortement marquée par la révolution industrielle. Cette dernière, avec la brusque accélération des moyens de transport, a profondément recomposé les paysages agricoles d'un pays comme la France. La ville se trouve maintenant en contact avec des formes de production agricole qui ne sont plus celles de la ceinture maraîchère d'autrefois, et la société citadine a du mal à porter sur les grandes cultures qui la voient maintenant un regard aussi positif que celui qu'elle porterait volontiers sur ces petites fermes maraîchères dont elle rêve encore.

L'objectif largement partagé de réduire l'empreinte écologique de l'agriculture sans compromettre une fonction alimentaire dont le monde a encore grand besoin passe-t-il nécessairement par un retour en arrière, ou doit-il donner lieu à de nouvelles formes agricoles qui ne renieront pas une modernité qui a, tout de même, permis de chasser le spectre de la famine ?

Roland Vidal est docteur en paysage et ingénieur de recherches à l'Ecole nationale supérieure du paysage. Membre du Laboratoire de recherche de cette école, le LAREP, il est aussi animateur du Collectif d'enseignement et de recherche en agriurbanisme et projet de territoire (agriurbanisme.fr) et chercheur associé à l'UMR Sadapt (équipe Proximité).

L'évolution des rapports ville-campagne

L'étalement urbain que connaissent la plupart des métropoles d'aujourd'hui est un phénomène relativement récent. Les villes sont en effet longtemps restées limitées dans leur extension par la nécessité dans laquelle elles étaient, même en temps de paix, de maintenir à leur périphérie proche les terres agricoles productrices des denrées alimentaires qui ne pouvaient pas être transportées sur de longues distances. C'est ainsi qu'une ceinture dite "maraîchère" ou "horticole" a longtemps entouré les centres urbains et en a limité, de fait, l'extension spatiale.

Avec les moyens techniques apportés par la modernité, et notamment le développement de transports rapides, même les denrées alimentaires les plus fragiles, comme les fruits et légumes, ont pu être cultivées beaucoup plus loin.

Les paysages agricoles ont alors été recomposés de sorte à optimiser la production en privilégiant les cultures qui s'adaptaient le mieux aux conditions édaphiques et climatiques, et en reconsidérant la prise en compte de la distance entre les lieux de production et les lieux de consommation. Les villes ont donc pu s'étendre sans compromettre leur approvisionnement alimentaire, donnant ainsi à la valeur foncière liée à la proximité urbaine une importance qui finit par occulter la valeur agronomique des terres périurbaines.

Le schéma théorisé par Von Thünen, qui expliquait la position spatiale des cultures en fonction des contraintes liées au transport vers la ville¹, se trouve donc bouleversé dans sa forme, et les ceintures maraîchères disparaissent progressivement pour laisser place aux extensions urbaines qui prennent d'abord la forme de banlieue, pour devenir ensuite les aires urbaines que l'on connaît aujourd'hui.

Cette évolution a au moins deux conséquences.

La première est que la ville se trouve aujourd'hui en contact avec une agriculture qui n'est pas celle qu'elle connaissait autrefois. Le rôle de transition que jouait la ceinture horticole, agricole par sa fonction productive mais citadine par sa fonction sociale², disparaît. Les citadins ont maintenant comme voisins des agriculteurs qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ne comprennent pas.

La seconde, surtout liée aux progrès de l'agronomie, est que le monde citadin, qui représente dans nos pays la grande majorité de la société, ne voit plus dans l'espace agricole l'image de sa propre sécurité alimentaire. Il y voit un lieu de production dédié à un marché global dont il se sent de plus en plus étranger. Dès lors, les citadins perçoivent d'autant plus l'agriculture comme une source de nuisances, qu'elles soient réelles ou supposées, que leur propre alimentation ne semble plus en dépendre.

Aménager le cadre de vie ou nourrir le monde ?

Coupé de ce lien nourricier qui l'attachait fortement à son agriculture, la société moderne porte désormais sur les espaces agricoles un regard nourri de nouvelles attentes. Celles-ci s'expriment surtout en termes environnementaux et paysagers, assez secondairement en termes alimentaires, d'autant que dans ce dernier cas, les attentes ne s'expriment plus en termes quantitatifs –il n'y a pas de pénurie alimentaire dans les pays riches– mais qualitatifs, voire symboliques.

Qu'on attende de l'agriculture qu'elle respecte la biodiversité, qu'elle produise du paysage ou du loisir, qu'elle reconstruise du lien social ou qu'elle invente de

nouvelles formes de commercialisation –les "circuits courts"–, une constante apparaît désormais dans tous les désirs citadins : la productivité n'est plus un objectif dominant.

Cet abandon de ce qui fut durant des millénaires la priorité de toutes les civilisations est en grande partie dû aux progrès qu'a connus l'agronomie ces cinquante dernières années, avec des rendements qui, notamment en grande culture, ont été multipliés par trois ou quatre³, effaçant ainsi le spectre de la famine qui hantait encore les mémoires peu de temps auparavant. Cette impression de surabondance, stigmatisée par les crises épisodiques de la surproduction européenne –quotas laitiers, jachères PAC, etc.– et par leur médiatisation, masque en réalité une méconnaissance profonde de la situation de l'offre et de la demande agro-alimentaire mondiale, tant d'un point de vue historique que géographique.

Si l'augmentation de la productivité de l'agriculture a en effet été phénoménale durant les Trente Glorieuses, elle n'a fait que rattraper, en la devançant un peu, l'évolution de la démographie planétaire. Mais la situation n'est plus la même aujourd'hui, puisque les rendements de l'agriculture moderne plafonnent alors que la démographie continue de progresser. Historiquement, l'impression de surabondance est donc liée à une conjoncture passagère et non à une situation durable.

Cette impression n'est d'ailleurs pas partagée par tous les habitants de la planète, loin de là. Bien sûr, les situations de famine les plus dramatiques sont principalement attribuables à des défauts de répartition des denrées alimentaires et surtout des moyens techniques et des savoir-faire agricoles. Mais il reste qu'avec une population de plus de 9 milliards d'habitants attendue vers 2050, c'est l'ensemble de l'agriculture mondiale qui devra progresser, comme l'a rappelé le dernier sommet mondial de la FAO⁴.

Il faudra peut-être alors se souvenir qu'une région géographique comme le Bassin Parisien est, au moins depuis la seconde moitié du XX^e siècle, l'un des "greniers du monde", comme le constatait il y a plus de vingt ans le géographe Jean-Paul Charvet⁵. L'avenir de ce bassin de production n'est donc pas la seule affaire de ses habitants. Il en va du développement durable de la planète tout entière.

Pour une ville comme Paris, mais aussi pour celles de bien d'autres régions agricoles d'Europe –comme la plaine milanaise–, il faudra bien que les projets d'aménagement des territoires agricoles périurbains parviennent à redonner la place qui lui revient à la productivité, si l'on ne veut pas que la quête d'un cadre de vie privilégié ne se fasse au détriment de l'équilibre du monde.

Ne plus confondre nature et agriculture

L'espace agricole a longtemps été tenu à l'écart des grands schémas d'aménagement des régions urbaines qui le représentaient le plus souvent comme un espace "vide" en attente d'une éventuelle destination. Il était considéré tout au mieux comme susceptible de répondre au désir d'espace ouvert, largement confondu avec le désir de nature. Lorsque des dispositions réglementaires sont venues limiter et cadrer l'expansion de la ville, elles ont d'abord concerné ces espaces naturels, et elles se sont limitées dans un premier temps à un découpage de l'espace qui programmait l'inconstructibilité de certaines zones non occupées par la ville.

C'est avec le succès qu'a connu l'écologie du paysage, dans les années 1980⁶, qu'est apparue l'évidence qu'il ne suffisait pas de délimiter des zones à préserver de

l'urbanisation pour que les territoires définis ainsi par défaut fonctionnent correctement. Tout comme l'espace urbain, l'espace naturel a ses propres logiques spatiales, l'écologie du paysage l'a montré, et les notions de *tache*, *corridor*, *matrice*, qui décrivent le fonctionnement spatial des espaces naturels, ont trouvé leur écho dans les plans d'aménagement, à travers notamment la notion de "trame verte".

L'espace agricole n'a pas fait l'objet des mêmes attentions. D'un côté, la recherche agronomique se préoccupait beaucoup plus d'améliorer la production par filière que d'explicitier le fonctionnement spatial des exploitations, de l'autre les spécialistes de l'aménagement du territoire ne différenciaient guère nature et agriculture⁷. Celle-ci occupait donc les territoires que voulait bien lui laisser la ville, la plus-value foncière engendrée par l'urbanisation n'encourageant guère les agriculteurs à résister à cette "conquête" progressive.

Mais le territoire étant planifié en fonction des seuls besoins de la ville et de ses réseaux, un certain nombre des espaces résiduels laissés à l'agriculture se sont avérés inutilisables et menacent progressivement de se transformer en friches périurbaines. L'image positive de la friche, largement véhiculée au nom de la biodiversité qu'elle héberge –et dont on oublie vite la nature éphémère–, se heurte rapidement à une réalité beaucoup moins agréable à vivre pour les habitants des territoires concernés. Terre d'abandon, la friche devient en effet la négation de l'urbanité en accueillant toutes les fonctions dont la ville "civilisée" ne veut pas, de la simple décharge sauvage aux activités criminelles les plus violentes.

Inquiets de la dérive que pourrait connaître leur cadre de vie, les habitants de ces territoires périurbains se mobilisent parfois pour tenter de protéger leur agriculture avant qu'il ne soit trop tard. C'est ainsi que sont nés les "programmes agriurbains" d'Ile-de-France, à l'initiative des habitants eux-mêmes, regroupés en association, des élus ou parfois des agriculteurs. Ces programmes, intégrés désormais dans le projet de "ceinture verte" de la Région, partent tous d'une volonté de redonner aux agriculteurs un rôle actif dans les décisions concernant l'aménagement du territoire.

L'espace agricole est enfin reconnu comme le lieu d'une activité économique, et ces citoyens-là ne confondent (presque) plus nature et agriculture. Mais le paysage agricole qu'ils rêvent d'avoir comme cadre de vie est souvent très éloigné de celui qui trouve sa place dans l'économie actuelle, et nombre des agriculteurs sont plus réticents qu'on le voudrait à s'inscrire dans les projets qu'on leur propose.

Agriculture rêvée ou agriculture réelle⁸

« *Quand la part des paysans est tombée de 70% à 2%, cela a marqué une rupture avec une situation qui durait depuis le Néolithique* »⁹. C'est ainsi que le philosophe Michel Serres décrit ce qu'il considère comme l'événement le plus important du XX^e siècle. Cet aspect démographique du phénomène a des conséquences considérables dans les relations qu'entretiennent les sociétés citadines avec leur agriculture. Privés de relations directes avec le monde agricole, les citoyens d'aujourd'hui s'en font une idée largement reconstruite à partir d'images véhiculées par une société de consommation de plus en plus médiatisée. Ce sont les publicités et les étiquetages de l'industrie agroalimentaire qui remplacent la connaissance directe que les citoyens du début du XX^e siècle avaient encore grâce aux liens qu'ils conservaient avec la partie de leur famille restée "au pays".

Il est évident que c'est la modernisation de l'agriculture qui a permis la modernisation

de la société et son développement démographique. Pourtant, l'image que véhicule la médiatisation agroalimentaire d'aujourd'hui refuse cette modernité en y préférant des images passéistes mettant en avant les valeurs "à l'ancienne", associées arbitrairement à une meilleure qualité gustative ou sanitaire que l'on se garde bien de vérifier.

A cette nostalgie, entretenue également par certains discours politiques, s'ajoutent des préoccupations liées à la suralimentation qui apparaît comme le risque majeur de nos sociétés privilégiées. Lorsqu'elles ne sont pas présentées comme "rustiques", "élaborées comme autrefois", les denrées alimentaires sont vantées pour leur faible teneur en matière grasse ou en sucre, c'est-à-dire ce qui manque précisément au milliard de personnes qui souffrent de la faim. Quand la qualité des aliments se mesure à leur faible teneur en calories, comment trouver du sens à la productivité agricole ?

Cette perte de sens est complétée par l'idée, que l'on ne vérifie pas davantage, que l'agriculture d'avant la modernité aurait été bien plus respectueuse de l'environnement. Se dessine ainsi l'image idéalisée de la petite ferme d'autrefois qui répondrait à la fois à des attentes environnementalistes, souvent légitimes par ailleurs, et à celles, moins honorables, d'un "écobusiness" plus rentable pour l'industrie agroalimentaire et la grande distribution que réellement efficace écologiquement.

Se développe aussi ce que la journaliste canadienne Margaret Wenté a qualifié d'*enviro-romantisme*¹⁰ : un écologisme ethnocentrique qui au nom de la protection de la planète oublierait de protéger les sept milliards d'hommes qui la peuplent aujourd'hui. Dispensée de sa fonction première, l'agriculture rêvée trouverait ainsi sa place dans des projets d'aménagement qui préserveraient un cadre de vie paysager destiné à satisfaire le regard des populations des pays développés, au détriment du cadre de vie nourricier dont a besoin l'humanité tout entière.

Elle demanderait aussi aux agriculteurs d'exercer une fonction dans laquelle nombre d'entre eux ne se reconnaissent pas...

Pour des projets d'aménagement compatibles avec l'agriculture contemporaine

C'est en milieu périurbain que le regard porté par le monde citadin sur son agriculture est le plus aigu. Et c'est dans ce même milieu que l'extension de la ville et de ses infrastructures interfère le plus avec le fonctionnement spatial de l'activité agricole. Enclavée par un parcellaire urbain qui progresse selon ses propres logiques d'acquisitions foncières, déstructurée par des réseaux de transport qui relient les zones urbaines entre elles, soumise à des pressions fortes comme le vol des récoltes ou un vandalisme plus ou moins conscient, l'agriculture urbaine doit construire sa survie économique en s'adaptant à toutes ces contraintes.

Bien sûr, la proximité urbaine apporte aussi des solutions nouvelles en permettant à certains agriculteurs d'équilibrer leurs comptes en s'ouvrant à une diversification de leurs activités ou en répondant à de nouvelles demandes locales. Mais la grande visibilité médiatique de ces quelques opportunités offertes localement masque fondamentalement une erreur d'échelle qui transparaît dans de nombreux projets urbains. S'il est vrai, par exemple, que de nouvelles formes de vente permettent à certains maraîchers de se maintenir en milieu périurbain, répondant ainsi à ce désir citadin de "petites fermes de proximité", on oublie un peu vite que le maraîchage

n'occupe qu'une part infime de la surface agricole¹¹ et qu'il est en régression constante depuis l'invention du chemin de fer. Or les "circuits courts", si souvent présentés comme la solution d'avenir pour l'agriculture urbaine, ne concernent pas les grandes cultures qui, elles, occupent l'essentiel du territoire dans les grands bassins de production comme la Région Ile-de-France.

Et ce dont ont besoin ces grandes cultures, c'est d'une organisation du territoire compatible avec les dimensions de leur développement spatial actuel, qui n'est pas à la même échelle que ces petites fermes qui pourraient éventuellement s'adapter aux espaces interstitiels laissés par la ville. L'agriculture la plus productive d'Ile-de-France, celle qui occupe 95 % du territoire, a besoin d'un espace adapté à la dimension de ses engins comme à la dimension de son marché (dépendant de l'économie d'échelle). Elle doit aussi s'inscrire dans un territoire agricole, ou en continuité avec lui, de sorte à rester en contact avec les services et équipements dont elle a besoin pour fonctionner, en amont comme en aval de sa production¹².

Bien sûr, à l'intérieur de ces territoires, les engins agricoles doivent pouvoir circuler librement entre les champs, les hangars et les lieux de stockage. Et cette liberté de circulation est rarement prise en compte par les aménagements urbains qui privilégient la circulation automobile, multipliant les routes interdites aux tracteurs et les ralentisseurs ou obstacles de toute nature destinés à limiter les excès de vitesses qui ne concernent guère les engins agricoles. Tous ces aménagements ont pour conséquence de compromettre le bon fonctionnement économique des exploitations et donc d'entraîner des abandons de parcelles qui se traduisent par des enfrichements.

Concilier productivité agricole et protection de l'environnement

A certains moments de sa modernisation récente (les années 1970), l'agriculture d'une région propice comme l'Ile-de-France a vu les rendements moyens de blé progresser de 2 ou 3 quintaux par an¹³, alors qu'ils augmentaient de moins d'un quintal par siècle durant les millénaires précédents. Cette accélération fulgurante de la productivité ne s'est pas faite sans conséquences pour l'environnement, même si celles-ci n'ont pas été perceptibles immédiatement. La recherche agronomique s'oriente donc aujourd'hui vers la mise au point de nouveaux itinéraires techniques qui prennent en compte ces impacts environnementaux. Mais cette évolution ne doit pas perdre de vue l'approvisionnement d'un marché de plus en plus demandeur, parce que la population augmente alors que les rendements plafonnent, on l'a vu, mais aussi parce l'agriculture est de plus en plus sollicitée, au nom du développement durable, pour fournir des denrées non alimentaires (agro-carburants, bois-énergie, agro-matériaux).

Qu'il s'agisse des externalités négatives, comme la pollution des sols ou des nappes phréatiques, ou de la consommation en énergie fossile, l'impact environnemental de la production agricole doit être évaluée au prorata de la quantité de denrées produites et non de la surface utilisée. Or c'est souvent l'inverse qui est fait, valorisant ainsi des modes de cultures peu polluants sans se préoccuper du fait qu'ils sont également peu productifs.

La place des discours plus idéologiques que scientifiques est ici déterminante. Encore largement confondue avec l'agriculture d'autrefois, l'agriculture biologique est ainsi souvent présentée comme la seule solution écologiquement acceptable alors que, même dans ses formes les plus modernes, elle n'est pas toujours la plus

adaptée, notamment dans les pays au climat froid et dans les grandes cultures. Une tonne de blé bio consomme autant de carburant qu'une tonne de blé produit en agriculture intégrée, alors qu'elle nécessite l'usage d'une surface de terre deux fois plus importante.¹⁴

Concilier productivité agricole et respect de l'environnement nécessite une réflexion plus globale et la mise en œuvre de techniques qui, en aucun cas, ne peuvent se réduire à un retour en arrière. Si l'agriculture biologique a un rôle important à jouer, c'est dans sa forme moderne nourrie par les résultats d'une agroécologie de plus en plus performante, ce n'est pas en contribuant à donner forme à l'agriculture rêvée. Elle trouvera tout naturellement sa place lorsqu'elle sera concurrentielle avec les autres formes d'agricultures respectueuses de l'environnement.

Mais actuellement, elle est surtout l'objet, elle aussi, d'un écobusiness écologiquement contre-productif. Peu rentable sous nos climats et grande consommatrice de main d'œuvre, elle a tendance à se délocaliser vers les pays où le climat est plus favorable et la main d'œuvre moins chère. Le résultat est écologiquement négatif, puisque les produits bios voyagent beaucoup plus que les autres¹⁵, et le plus souvent en avion-cargo...

Conclusion : changer le regard plutôt que réinventer l'agriculture

En attendant de l'agriculture qu'elle produise un cadre de vie répondant aux désirs d'un monde citadin qui la comprend de moins en moins, la société actuelle oublie un peu trop souvent que la production agroalimentaire est une condition essentielle du développement durable de la planète. Il n'y a pourtant pas d'incompatibilité entre les différentes fonctions que l'agriculture est en mesure de remplir, qu'il s'agisse de la protection de l'environnement ou de la qualité des paysages.

La prise en compte de l'environnement doit être comprise comme une adaptation nécessaire des techniques de production moderne, et non comme une remise en cause de cette modernisation.

Le paysage, quant à lui, doit surtout être compris comme une construction sociale, ce qu'il a d'ailleurs toujours été. Dès lors, il serait peut-être plus simple d'adapter le regard du monde citadin à la réalité du paysage agricole, plutôt que de vouloir adapter l'agriculture à un désir citadin largement nourri d'imaginaire.

¹ Johann Heinrich Von Thünen, économiste allemand (1783-1850) intéressé par l'agronomie et la géographie, développe sa "théorie des anneaux" dans un ouvrage intitulé "L'État isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale", publié en 1826.

² Voir Philippeau M., *La vie rurale de la Banlieue Parisienne*, Paris, A. Colin, 1956.

³ Selon Bruno Parmentier. Voir : *Nourrir l'humanité*, Editions La Découverte, 2009.

⁴ "Pour nourrir une population mondiale qui devrait dépasser les 9 milliards en 2050, on considère que la production agricole devra augmenter de 70 pour cent d'ici à cette date". Déclaration finale du Sommet mondial pour la sécurité alimentaire, FAO, Rome, 16-18 novembre 2009. (www.fao.org).

⁵ Jean-Paul Charvet : *Les greniers du monde*. Economica, 1985.

⁶ Notamment avec la publication, en 1986, de *Landscape ecology* par Forman et Godron (Wiley ed. New-York).

⁷ Dans les plans d'occupation des sols (POS), les espaces naturels et agricoles étaient classés dans les mêmes zones dites "N". Cette situation change progressivement depuis 2000 avec la conversion du POS en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

⁸ Titre repris d'un article publié dans la revue *Pour la Science*, n° 383, septembre 2009, pp. 18-19.

⁹ Michel Serres : "La crise n'est qu'une toute petite ride sur la surface de l'histoire", *Le Figaro*, 25-09-2009.

¹⁰ Tendances qui, selon elle, rend le monde occidental largement responsable de l'augmentation de la famine dans les régions pauvres du monde. Margaret Went : "Enviro-romanticism is hurting Africa". *The Globe and Mail*, 17 juillet 2009. Voir <http://www.theglobeandmail.com>.

¹¹ Moins de 2% en Ile-de-France, selon les *Chiffres-clés de la Région IDF*, publié en 2009 par la Chambre régionale de commerce et d'industrie.

¹² Il s'agit d'un côté des fournisseurs de matériel, de semences ou d'intrants, et de l'autre des installations réceptionnant les denrées, silos à blé, laiteries, sucreries, etc. Voir *Réaliser une analyse fonctionnelle des espaces ouverts*, publié en 2009 par L'institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Ile-de-France (téléchargeable sur <http://www.iau-idf.fr>).

¹³ Entre 1970 et 1980, d'après les données de la FAO. Sur une période plus longue, les rendements moyens sont passés de 25 à 70 quintaux entre 1960 et 1990, soit une progression annuelle moyenne de 1,5 Qx/an.

¹⁴ L'efficacité énergétique, c'est-à-dire le rapport entre calories produites et énergie consommée (sous forme directe ou indirecte), est inférieure en agriculture biologique. Cette différence est principalement due au fait que « les techniques alternatives à une utilisation des pesticides, notamment le désherbage mécanique, induisent un niveau plus élevé des charges en mécanisation ». Référence : *Ecophyto R&D, vers des systèmes de cultures économes en produits phytosanitaires*, INRA 2009.

¹⁵ 60 % des fruits et légumes bios sont importés en France (*L'agriculture biologique, chiffres-clés*, Agence Bio, édition 2009), soit 20% de plus que la moyenne (données CTIFL). En Angleterre ou au Canada, cette proportion atteint 70 à 80 %. En l'état actuel du marché, l'agriculture biologique est loin d'être vertueuse du point de vue de son empreinte écologique globale (Voir Daniel Chrétien : « Au diable le bio, vive les pesticides ! ». Revue québécoise *l'Actualité*, juin 2007). Elle ne l'est pas toujours non plus d'un point de vue social étant données les conditions de travail des pays exportateurs (voir Philippe Baqué : « Importer des femmes pour exporter du bio », enquête sur le bio espagnol parue dans la revue *Silence*, novembre 2010).